

Pour des marchés justes et solidaires

Murilo Flores
Ancien directeur général
de l'Embrapa*

La crise des attentes

Après quelques décennies, la mise en œuvre des théories néo-libérales a provoqué de profondes crises, surtout dans les pays moins développés comme ceux d'Amérique latine. Les effets négatifs des politiques inspirées des principes néo-libéraux s'imposent à tous et leur rejet par la société s'intensifie dans les pays de ce continent. Mais, d'une manière plus générale, les oppositions existent dans toutes les régions du monde, y compris l'Europe développée. Elles se manifestent de façons différenciées : manifestations et contestations publiques coexistent avec la promotion d'actions de développement local. La durabilité globale commence à être pensée à partir d'expériences locales.

Le développement durable n'est possible que par la satisfaction simultanée des attentes individuelles et collectives de cinq grands types : économique, social, environnemental, politique et culturel. L'absence de réponses crée des frustrations et des instabilités dans le processus de développement, ce qui le rend insoutenable. Mais comment satisfaire ces attentes lorsque, par la force du pouvoir économique des grandes entreprises, les modes de consommation sont normalisés pour tous les habitants du village planétaire ? La force et le pouvoir des firmes mondiales font qu'elles sont capables de décliner leur projet pour chaque territoire de n'importe quel endroit de la planète, en créant un lien étroit avec des individus et des communautés autour de normes et de modes de vie globalisés. Mais une contradiction majeure subsiste. Si les normes sont globalisées, l'accès aux biens est restreint. Le capitalisme exacerbe le mo-

dèle de consommation globalisée mais est incapable de garantir cette même consommation pour tous. Les inégalités croissent d'autant plus que la généralisation du modèle de consommation des pays les plus développés à tous les habitants de la planète provoquerait une catastrophe environnementale majeure.

La définition de nouvelles valeurs et de nouveaux comportements est donc devenu nécessaire, sauf à limiter en permanence et par la force les attentes des populations pauvres du monde. Cet équilibre instable entre les modèles de consommation et la faiblesse des revenus suscite des luttes de libération politisées et le terrorisme qui gagne du terrain comme mode d'expression toujours plus violent des exclus. D'autres réactions moins politisées relèvent de la même logique et s'expriment dans la violence des bals « funk » ou dans les guerres de gangs des grandes métropoles. La violence est certes une pratique historique de l'humanité, mais la globalisation a provoqué une capacité de réaction incommensurable, maintenant à l'échelle mondiale, comme le prouvent les attentats du 11 septembre 2001.

De nouvelles constructions, de nouvelles voies

Si les limites néo-libérales du marché sont responsables de la crise, l'enjeu est peut-être d'inventer un nouveau type d'échanges commerciaux tentant de répondre à quelques impératifs :

- comment établir de nouveaux rapports d'échanges ?

- comment garantir la préservation des valeurs locales (sociales, environnemen-

* Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária (Société brésilienne de recherche en agromonie)

tales et culturelles) face aux firmes mondiales ?

– comment favoriser les maillons plus faibles sur le marché de façon à ce que tous puissent être gagnants dans la négociation commerciale ?

– comment le marché peut-il jouer un rôle d'inclusion économique et sociale effectif ?

– comment créer ou recréer des formes de coordination locale dans un climat d'individualisation compétitive ?

Les réponses à ces questions supposent la subordination du marché aux intérêts du bien-être collectif, au développement humain et à celui de l'environnement. Plusieurs expériences et des politiques publiques concrètes sont en cours d'application dans diverses parties du monde. Des thèmes comme le développement du territoire, la valorisation des produits par des systèmes de certification d'origine, la construction de marchés justes et solidaires, l'agro-écologie et la production organique sont quelques-unes des initiatives prises. Ces initiatives ont des bases morales qui correspondent à un essai de réponse aux projets de vie des communautés locales, en accord avec leur histoire, leurs valeurs et leur culture. Mais ces initiatives ne peuvent relayer les stratégies des marques globales. Cela redonne à l'État un rôle stratégique, stimulateur et régulateur dans la construction sociale de territoires fondée sur l'identité collective. Un espace géographique caractérisé par une identité culturelle et par des liens de proximité et d'interdépendance devient d'abord un marché significatif pour les systèmes productifs locaux. Mais il peut créer une plus-value pour la compétitivité des produits et services sur d'autres marchés et pour de nouvelles formes de gestion des ressources.

L'effort est facilement perceptible dans les sociétés européennes. Dans des pays comme le Brésil, le concept de territorialité se généralise. Au sud du pays, des *municípios* aux identités culturelles semblables s'associent au sein de micro-régions (d'origine ethnique, née de la colonisation européenne, ou d'identité professionnelle forte comme celle des

pêcheurs) autour de la valorisation de leurs produits typiques ou de stratégies de consolidation des systèmes de production. À travers tout le pays, dans les régions où l'indice de développement humain est faible, des projets associent la communauté à l'invention de nouvelles voies de développement.

La construction de « marchés justes et solidaires » s'appuie ainsi sur un développement territorial où s'établissent de nouvelles relations entre des communautés productrices de biens et de services et d'autres communautés consommatrices. Certains veulent réduire le marché « juste et solidaire » à un créneau de marché. Parmi eux, quelques-uns souhaitent freiner les changements. D'autres cherchent à bénéficier de la tendance, en créant une nouvelle tribu virtuelle globale sur le mode « solidaire ».

En fait, il s'agit de proposer un retour des valeurs morales originelles du marché, idéaux de liberté et égalité des classiques du XIX^e siècle, ou même, qui sait, la construction d'une nouvelle éthique mercantile. La seconde option est plus novatrice. Le marché que nous connaissons ne permet probablement pas ce modèle moral que nous désirons. Mais, si c'est un cadre d'échanges juste, moral et solidaire que nous voulons, nous devons le construire collectivement. Si nous croyons qu'une grande partie de la misère et des inégalités du monde provient de relations de commerce et de travail injustes entre personnes, entreprises et nations, alors nous devons travailler à ce que ce même marché soit le lieu et l'objet de la transformation morale de ces relations.

Le commerce juste, moral et solidaire repose sur des principes tels que l'éradication du travail infantile et de l'esclavage, l'élimination des discriminations raciales, de sexe et de religion, la préservation de la santé des personnes et de l'environnement, l'élimination des niveaux d'intermédiaires spéculatifs, la garantie du paiement de prix justes aux petits producteurs, l'application du droit du travail, le respect des identités historiques et culturelles, la valorisation des territoires, le renforcement des capacités

d'auto-gestion des individus, la promotion des associations et des coopératives, le soutien au développement, le développement d'outils de connaissance et de prise de décisions.

En outre, le commerce juste, moral et solidaire exige de nouvelles postures éthiques pour une production respectueuse de l'environnement. Dans l'agriculture, la production agro-écologique ou organique se place bien au-delà d'un nouveau modèle technologique avec une simple substitution d'intrants. Elle rétablit une relation éthique entre les producteurs et l'environnement, d'une part, et la population « consommatrice », d'autre part, grâce à la qualité des aliments proposés. Réduire cette ambition à un simple nouveau modèle technologique, c'est limiter sa portée et son impact sur les ressources naturelles mais aussi, par-dessus tout, pour chaque individu du présent et du futur.

Au Brésil, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, en particulier l'Argentine, une modification significative des normes technologiques est perceptible. Il y a, au Brésil, environ 20 000 agriculteurs biologiques dont 4 000 certifiés. Mais les agriculteurs qui pratiquent une agriculture moins agressive pour l'environnement sont bien plus nombreux. Des pratiques comme le semis direct, le contrôle biologique ou les systèmes agroforestiers sont déjà largement diffusées. En Amazonie, les organisations de petits agriculteurs militent pour la création d'un programme du gouvernement (Proambiente) pour une production intégrée de la forêt. D'importants pas sont franchis et les forces sociales évoluent de façon cohérente.

Il s'agit là d'un ensemble de nouveaux défis pour la société à ce moment de notre histoire. La globalisation perverse pourra être remplacée par une globalisation humaine. Dans cette perspective, la science et la technologie qui ont contribué à des formes perverses de développement devront évoluer pour collaborer à la construction d'un nouveau marché, au service de tous ■